



Contribution Enquête Publique - Saint-Colomban : déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU et demande d'autorisation environnementale unique présentée par la société GSM en vue du renouvellement et de l'extension de la carrière de la Grande Garde
Groupe des élu.e.s "écologiste & citoyen" de la Métropole nantaise

L'enquête publique en cours concernant le projet d'extension de la carrière de la Grande Garde par GSM à Saint-Colomban appelle la contribution des élu.e.s du groupe Écologiste et Citoyen. En effet, le projet tel qu'il est envisagé participe d'un système de fabrication de la ville et d'exploitation des ressources insoutenable, et met en péril les milieux naturels de notre bassin écologique.

C'est pourquoi nous nous inscrivons avec les élu.e.s locaux, les paysan.ne.s, les collectifs, les militant.e.s et les riverain.e.s dans la lutte contre ce projet climaticide et demandons avec elles et eux son abandon.

1. Nos ressources ne sont pas infinies et notre bassin écologique est fragile.

Le sable est la 2ème ressource la plus utilisée au monde. Ces 20 dernières années, sa demande a été multipliée par 3. Cela en fait une des ressources les plus convoitées, par le monde du BTP, qui l'utilise pour produire du béton, mais également pour le maraîchage industriel. 30% de la production actuelle de Saint-Colomban est utilisée pour l'agriculture intensive. En 20 ans, ce sont 12 millions de tonnes de sable qui ont été extraites de ces carrières, ce qui représente l'équivalent de 50 000 maisons en parpaing. Jusqu'où va-t-on aller ?

Nos sols sont précieux et rares. Les carrières et le maraîchage industriel favorisés par leur implantation exercent une pression foncière énorme sur les terres destinées à une agriculture paysanne au débouché local. Rien qu'en 2021, deux fermes ont été transformées en exploitations industrielles sur la commune de Saint-Colomban. D'ici 10 ans, 1 exploitant.e sur 2 partira à la retraite, et devra alors transmettre ses terres. Nous soutenons sur notre territoire et dans notre bassin de vie une agriculture locale et paysanne, bien loin des pratiques des maraîchers industriels. La question de la raréfaction des terres agricoles et de la diminution de la qualité des sols nous préoccupent au plus haut point.

De plus, notre ressource en eau est vitale, et se gère en amont et en aval de notre territoire, en bonne coopération. Or le projet d'extension de la carrière se situe sur la nappe de Grand-Lieu, capitale pour l'approvisionnement en eau du lac de Grand-Lieu, emblématique de notre territoire. A terme, il faut s'attendre à une diminution de près d'1 million de mètres cubes pour cette nappe, l'équivalent de la consommation annuelle de 30 000 habitant.e.s. Pour ce qui est de la qualité de l'eau, nous craignons une contamination de notre ressource par l'irrigation massive et l'apport d'intrants chimiques des agriculteurs industriels, dont les installations risquent de se multiplier avec ce projet d'extension. La Commission Locale de l'Eau a émis 2 avis négatifs sur ce projet, et demandé une étude supplémentaire sur l'hydrologie, les milieux, les usages et le climat. Il nous semble indispensable d'attendre les résultats de cette étude avant d'engager quoi que ce soit.



2. Stop à l'exploitation de notre territoire au profit de géants industriels.

Il est impensable que nos ressources soient exploitées par des géants industriels privés, aux dépens des biens communs que sont nos terres agricoles, notre eau, et la biodiversité de notre territoire ; mais aussi aux dépens des riverain.e.s des 114 hectares de carrières. Les nuisances engendrées par ce projet d'extension sont autant de risques supplémentaires pour la santé des populations.

De plus, ce projet d'extension n'aura pas d'impact économique positif pour ces habitant.e.s puisque l'exploitation des carrières ne nécessite que très peu de main d'œuvre : 20 emplois salariés répartis sur les 2 carrières, pour 114 hectares. Par ailleurs, la disparition progressive des exploitations agricoles locales et soutenables au profit d'exploitations intensives et industrielles va s'accompagner d'une perte d'emplois agricoles.

En tant qu'élue.e.s écologistes, nous nous efforçons de remettre au débat la question de la répartition des emplois sur notre territoire. Nous pensons qu'il est impératif de relocaliser les emplois près des habitant.e.s et d'arrêter d'alimenter la centralisation de l'activité économique. L'agriculture locale et paysanne est une activité productive, utile voire cruciale, créatrice d'emplois pérennes, et à forte valeur ajoutée sociale et paysagère pour le territoire. Étendre cette carrière, c'est sacrifier cette activité pour des intérêts privés.

3. Le modèle de la ville-béton est révolu : arrêtons d'en produire toujours plus.

Le sable qui est extrait des carrières de Saint-Colomban est utilisé d'une part pour le maraîchage industriel mais surtout pour la production de ciment, ingrédient indispensable pour faire du béton. C'est simple, si la production de béton était un Etat, ce serait le 3e pays le plus pollueur au monde, derrière la Chine et les États-Unis. En France, le secteur du BTP représente 33 % des émissions de GES (gaz à effet de serre). Continuer à creuser Saint-Colomban, c'est continuer à creuser le bilan écologique de notre territoire. A Nantes Métropole, nous visons la neutralité carbone en 2050, via notre Plan Climat. Il est hors de question que cela se fasse en délocalisant nos émissions sur les territoires voisins. Nous voulons avancer ensemble, pour réellement lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences.

De plus, nous souhaitons en tant qu'élue.e.s écologistes et citoyen.ne.s, faire émerger sur notre territoire une filière de construction biosourcée, pour sortir du tout-béton. Aujourd'hui, la métropole de Nantes est extrêmement consommatrice de ce matériau, et cela provoque des problèmes d'émissions de GES, mais aussi d'îlots de chaleur urbains, d'artificialisation et d'imperméabilisation de nos sols et donc d'augmentation du risque inondation, et enfin de cycle de vie des matériaux, car le béton est très peu recyclable et recyclé.

Au sein de la majorité métropolitaine, nous, élu.e.s écologistes et citoyen.ne.s, sommes déjà au travail pour faire bifurquer la fabrique de la ville vers un nouveau modèle qui repose beaucoup plus sur le travail de l'existant, les matériaux sobres, et le réemploi à grande échelle. La demande de béton va donc tendre à diminuer dans les prochaines années sur notre territoire, cette extension de carrière s'inscrit dans une trajectoire qui n'est plus la bonne.